

Le budget 2023 de la commune approuvé



Le budget 2023 de la commune approuvé

Communiqué de la mairie de Vic-Fezensac :

C'est dans le contexte incertain que nous connaissons tous, que le conseil municipal de Vic-Fezensac s'est tenu le 06 avril dernier avec à l'ordre du jour un point principal : le vote du budget 2023.

Après avoir débattu ensemble des grandes lignes de la stratégie financière de la commune, les élus ont ainsi approuvé à 16 voix pour et 6 abstentions le budget 2023 – un budget qui s'équilibre à plus de 5 millions d'euros en section de fonctionnement et 2,6 millions d'euros en section d'investissement.

Barbara Neto, Maire de Vic-Fezensac, a présenté les documents budgétaires en réaffirmant la volonté de la municipalité de poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, maintenir le soutien à l'associatif vicois et la qualité des services, tout en continuant à mener une politique volontariste en matière de projets.

La commune joue « l'amortisseur fiscal » pour 2023

Néanmoins, bien conscients des difficultés que la hausse automatique des bases d'imposition (+ 7,1%) et plus généralement que l'inflation génèrent pour la population, les élus ont également fait le choix de se pencher sur le niveau de fiscalité de la commune.

Si de nombreuses collectivités ont fait le choix de répercuter l'augmentation de leurs charges sur les contribuables, ce n'est pas le cas de Vic-Fezensac.

À l'inverse, la municipalité a décidé de prendre ses responsabilités et de mettre en place un mécanisme « d'amortisseur fiscal » pour l'ensemble des foyers vicois.

Non seulement les taux d'imposition de la commune n'augmenteront pas, mais en plus, la mairie compensera la hausse du taux intercommunal de la taxe foncière sur le bâti en diminuant les taux communaux.

Cette décision est la première étape d'une trajectoire pluriannuelle vertueuse au bénéfice des vicois. En effet, en 2024, si la conjoncture ne se dégrade pas et que la bonne santé financière de la commune se confirme, les contribuables vicois pourront bénéficier d'une baisse de leurs impôts fonciers locaux.